



MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE GOUESNOU 6 Place des Fusillés – 29850 GOUESNOU

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

**MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE
REHABILITATION ET EXTENSION
DE LA SALLE OMNISPORTS DE KERLOIS**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

2017-MS-01

Date d'envoi à la publication : 16/01/2017

Date limite de réception des offres : 03/02/2017 à 17 h

Personne publique : Commune de GOUESNOU

Responsable du marché : Monsieur Stéphane ROUDAUT, Maire de GOUESNOU

SOMMAIRE

A. DISPOSITIONS GENERALES	3
1. OBJET DU MARCHÉ	3
2. EXERCICE DU CONTROLE TECHNIQUE - CADRE REGLEMENTAIRE	3
3. MAITRISE D'OEUVRE.....	3
B. MOYENS - AUTORITE - CONDITIONS D'EXECUTION	4
1. AUTORITE DU CONTROLEUR TECHNIQUE	4
2. MOYENS DONNES AU CONTROLEUR TECHNIQUE	4
3. CONDITIONS D'EXECUTION	4
C. CLAUSES TECHNIQUES	5
1. PRINCIPES GENERAUX	5
2. MISSIONS CONFIEES AU CONTROLEUR TECHNIQUE	6
3. DECOMPOSITION DES MISSIONS	6
3.1 <i>Détail des prestations des missions définies à l'Annexe A du C.C.T.G.</i>	6
3.2. MODALITES PRATIQUES.....	8
3.3. RESPONSABILITES	9
D. CONTENU DES MISSIONS DE BASE OBLIGATOIRES	9
1. MISSION L : MISSION RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET DES ÉLÉMENTS	9
D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLES	9
1.1. <i>ÉTENDUE DE LA MISSION</i>	9
1.2. <i>OUVRAGES SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE</i>	9
2. MISSION SEI : MISSION RELATIVE AUX CONDITIONS DE SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES	
CONSTRUCTIONS ACHÉVÉES (EQUIPEMENT RECEVANT DU PUBLIC)	10
2.1. <i>ÉTENDUE DE LA MISSION</i>	10
2.2. <i>OUVRAGES SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE</i>	10
2.3. <i>PRECISIONS COMPLEMENTAIRES</i>	11
<i>Élément de mission de type SE</i>	11
E. CONTENU DES MISSIONS COMPLEMENTAIRES FACULTATIVES :	11
1. MISSION P : MISSION DE TYPE P	11
2. MISSION PS : MISSION RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS EN CAS	
DE SEISME	12
LES ALÉAS TECHNIQUES À LA PRÉVENTION DESQUELS LE CONTRÔLE TECHNIQUE CONTRIBUE AU TITRE DE	
LA MISSION PS SONT CEUX QUI, GÉNÉRATEURS D'ACCIDENTS CORPORELS, DÉCOULENT DE DÉFAUTS DANS	
L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES RELATIVES À LA PROTECTION PARASISMIQUE DANS	
LES CONSTRUCTIONS ACHÉVÉES. LA MISSION PORTE SUR LES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT	
VISÉS PAR LES RÈGLES PARASISMIQUES.	12
3. MISSION ELEC : MISSION INSTALLATION ELECTRIQUE	12
RÉALISATION DE LA VÉRIFICATION PÉRIODIQUE INITIALE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. AVEC REMISE	
DU PREMIER RAPPORT DE VÉRIFICATION PÉRIODIQUE. ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
4. MISSION HAND : MISSION RELATIVE À L'ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES	
HANDICAPEES.....	12
4.1. <i>ETENDUE DE LA MISSION</i>	12
4.2. <i>OUVRAGES SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE</i>	13
4.3. <i>PRECISION COMPLEMENTAIRE</i>	13
5. MISSION TH : MISSION RELATIVE AUX EQUIPEMENTS ET CARACTERISTIQUES THERMIQUES DES	
BATIMENTS	13
6. MISSION AV : MISSION RELATIVE À LA SOLIDITE DES OUVRAGES AVOISINANTS	13
7. MISSION PH : MISSION DE TYPE PH RELATIVE À L'ISOLATION ACOUSTIQUE DES BATIMENTS	13
8. MISSION F : MISSION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	13
9. MISSION LE : MISSION RELATIVE À LA SOLIDITE DES EXISTANTS.....	13
9.1. <i>ETENDUE DE LA MISSION</i>	13
9.2. <i>OUVRAGES SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE</i>	14
9.3. <i>EXECUTION DE LA MISSION</i>	14
9.4. <i>PRECISIONS COMPLEMENTAIRES</i>	15
10. MISSION BRD : MISSION RELATIVE AU TRANSPORT DES BRANCARDS.....	15
11. MISSION HYS : MISSION RELATIVE A L'HYGIENE ET LA SECURITE	15
12. MISSION GTB : MISSION	15
13. MISSION ENV : MISSION	15

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. OBJET DU MARCHE

Le présent a pour objet la mission de contrôle technique, conformément aux dispositions de l'article L111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n°99-443 du 28.05.1999, à exécuter pour les travaux de **réhabilitation et extension de la salle omnisport de Kerlois**.

L'enveloppe financière affectée aux travaux s'élève à **1 945 000 € HT**.

Les prestations seront exécutées dans le délai maximum de 24 mois, à compter de la date de notification du marché.

Afin de permettre la continuité de la pratique sportive durant les opérations de réhabilitation, il apparaît opportun de programmer l'opération en 2 tranches de travaux :

- Tranche 1, Salles arts martiaux
- Tranche 2, Gymnase principal et bloc vestiaires/sanitaires

Périodes de travaux prévisionnelles :

- Tranche 1 de juillet à fin septembre 2017 (13 semaines)
- Tranche 2 de Mai à fin septembre 2018 (23 semaines)

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 2 ans.

2. EXERCICE DU CONTROLE TECHNIQUE - CADRE REGLEMENTAIRE

Les conditions d'exercice du contrôle technique sont définies notamment par les textes suivants :

- Code de la construction et de l'habitation
- Loi du 04.01.1978
- Décret n°78-1146 du 07.12.1978 relatif à l'agrément des contrôleurs techniques et au contrôle technique obligatoire
- Ordonnance n°2005-658 du 8 juin 2005 portant modification de diverses dispositions relatives à l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n°99-443 du 28.05.1999 relatif aux C.C.T.G. applicables aux marchés de contrôle technique
- Norme française NF P03-100 relative aux principes généraux relatifs au contrôle technique de la construction et les modalités de réalisation des missions.
- Décret n°96-97 du 07/02/1996 modifié par le décret n° 97-855 du 12/09/1997 et modifié par le décret n°2001-840 du 13/09/2001
- Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat art 78
- Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées *Chapitre III*
- Loi n°2006-872 du 13/07/2006 portant engagement national pour le logement, Titre III, ch. 1er
- Décret n° 2009-681 du 12 juin 2009 relatif à l'activité de contrôle technique de la construction, pris pour l'application de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle technique pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

3. MAITRISE D'OEUVRE

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement **O'Environnement Architecture – MO BAT – Konstructif – Art Geo – Alhyange - Global Energie Service**.

B. MOYENS - AUTORITE - CONDITIONS D'EXECUTION

1. AUTORITE DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique n'est pas un mandataire du maître de l'ouvrage. De ce fait, il ne peut donner d'ordres, ni au maître d'œuvre, ni aux entrepreneurs. Il appartient au maître de l'ouvrage de décider de la suite qu'il entend donner aux avis qu'il a reçus du contrôleur technique et de donner en conséquence ses instructions au maître d'œuvre.

Le contrôleur technique n'est pas chargé de la surveillance des travaux. L'activité de contrôle technique est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage.

Le contrôleur technique se doit, dès qu'il en a connaissance, d'informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen (télécopie confirmée immédiatement par une lettre recommandée avec accusé de réception), de tout problème, malfaçon ou non-respect des mesures qu'il a préconisées.

2. MOYENS DONNES AU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions et en particulier un bureau, un téléphone et un télécopieur.

Par ailleurs, il doit prévoir les moyens nécessaires pour accomplir les actes types dans le respect de l'objectif de prévention de sa mission.

Ces moyens sont précisés dans les offres avec éventuellement une décomposition suivant les actes types.

3. CONDITIONS D'EXECUTION

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée d'une opération la même personne physique comme contrôleur technique pour un domaine d'intervention donné.

Tout changement de coordonnateur en cours de contrat devra faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage.

Le contrôleur technique participe aux différentes phases et procède en tant que de besoin aux examens suivants:

Phase Examen des documents de conception:

- examen des résultats des études de diagnostic pour les opérations de réutilisation ou de réhabilitation ;
- examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- examen des rapports d'étude des sols ;
- examen des avant-projets sommaire et définitif ;
- examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;
- participation à des réunions de mises au point techniques à chaque stade des études.

Phase Examen des documents d'exécution :

- examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;
- examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- participation à des réunions de mises au point techniques.

Phase Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle :

- examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle ;
- participation obligatoire à toutes les réunions de chantier hebdomadaire, et tant que de besoin à des réunions spécifiques.

Phase préalable à la réception :

- établissement du rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) à remettre 15 jours avant la date de commission de sécurité.
- établissement du rapport final de contrôle technique.
- assistance à la visite de la commission de sécurité.

Phase Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement :

- examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.
- Pour l'exécution de cette phase, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués.

C. CLAUSES TECHNIQUES

1. PRINCIPES GENERAUX

Le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un défaut dans l'application des textes ci-dessous.

Le contrôleur technique fonde les vérifications auxquelles il procède pour remplir sa mission, d'une part, sur les disciplines scientifiques qui intéressent les domaines d'intervention concernés et qui sont en jeu dans les aléas techniques susceptibles d'être rencontrés, d'autre part, sur les méthodes propres de contrôle qu'il a élaborées.

Par nature, ces vérifications comprennent l'évaluation technique du projet, puis de sa réalisation, par référence notamment :

- aux textes législatifs et réglementaires
- aux fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux
- aux textes techniques de caractère normatif notamment : des normes françaises homologuées y compris les normes transposant en France les normes européennes
- aux règles et prescriptions techniques DTU
- aux Avis techniques, aux ATex et aux agréments techniques européens
- aux règles professionnelles,
- aux cahiers des charges des opérations.

Le contrôleur technique devra exercer son métier dans les règles de l'art ainsi que définies dans les textes en vigueur et prévenir le maître d'ouvrage pour toute mission non prévue dans son devis mais qui deviendrait nécessaire pour la bonne réalisation de la mission de contrôle technique. A toutes les étapes de l'opération, le contrôleur technique se doit de porter à la connaissance du maître d'ouvrage tous les points qui pourraient poser problème.

Le titulaire entreprendra toute action non citée dans le présent C.C.T.P. mais faisant partie de sa mission de contrôle technique.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler sans délai au maître d'ouvrage. Faute de ne pas les avoir réclamés en temps opportun, il ne pourra se prévaloir ultérieurement de la non réception de ces documents par le maître de l'ouvrage.

Les rapports initiaux et finaux établis par le contrôleur technique et tous les autres documents seront diffusés au maître d'ouvrage, qui en sera le destinataire principal (un exemplaire) avec copie systématique au maître d'œuvre (un exemplaire) et aux entreprises intéressées lorsqu'elles sont connues (un exemplaire chacune), dans les délais prévus à l'acte d'engagement.

2. MISSIONS CONFIEES AU CONTROLEUR TECHNIQUE

Missions définies à l'annexe A du CCTG (décret n°99 -443 du 28.05.1999), à savoir :

- a. Missions obligatoires :
 - mission L (solidité des ouvrages)
 - mission SEI (sécurité incendie des personnes en ERP)
- b. Missions complémentaires :
 - mission PS (sécurité des personnes en cas de séisme) en complément des missions S et L
 - mission HAND (handicapés) avec Attestation de fin de travaux
 - mission LE (solidité des existants) en complément de la mission L
- c. Avis techniques sur un point particulier

3. DECOMPOSITION DES MISSIONS

3.1 Détail des prestations des missions définies à l'Annexe A du C.C.T.G.

Le détail de ces missions figure paragraphe D du présent C.C.T.P. Elle porte sur la capacité des ouvrages ou parties d'ouvrages à satisfaire à la double exigence découlant à la fois des minimums réglementaires et des spécifications supérieures du cahier des charges.

La mission comportera les prestations suivantes :

Phase de conception

- Visite obligatoire du site
- Assistance et conseil lors de la conception de l'ouvrage
- Participation aux réunions de mise au point sur convocation du maître de l'ouvrage une semaine à l'avance
- Examen de la notice de sécurité antérieure si elle existe et examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public
- Le contrôleur technique procède à l'examen des dispositions techniques des devis descriptifs, plans, diagnostics, études de sols et autres documents qui lui sont communiqués, se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle.

A travers ces examens, il procèdera à une évaluation technique et réglementaire adaptée du projet. A la fin de cette première partie de mission, le Contrôleur Technique adresse sous 15 jours au Maître de l'Ouvrage un rapport, par type de mission, explicitant les avis qui portent sur les documents techniques qu'il a examinés, par dérogation à la norme NFP 03100 articles 4.1.5 et 4.1.7.

Le rapport (R.I.C.T.) devra être simultanément remis sous fichier informatique (format PDF). Il est tenu de vérifier que ses observations ont bien été intégrées techniquement par le Maître d'Œuvre à travers les dossiers de mise en concurrence des entreprises et avisera, par écrit, le Maître d'Ouvrage de cette conformité.

Phase réalisation

- Participation obligatoire aux réunions hebdomadaires de chantier, et tant que de besoin à des réunions spécifiques.
- Sur convocation du maître de l'ouvrage une semaine à l'avance, participation aux autres réunions, notamment de mise au point technique
- En cas d'urgence (déterminée par le maître de l'ouvrage), le titulaire devra remettre son rapport sous 24 heures.
- Le titulaire entreprendra toute action non citée ci-dessus mais faisant partie de sa mission de contrôle technique.
- Contrôle des documents d'exécution :
Il est expressément demandé que le contrôleur technique examine **tous** les plans et documents d'exécution. Le contrôleur technique réalisera l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques auxquelles sont tenus les constructeurs, pour leurs propres ouvrages et équipements soumis au contrôle, au titre de l'article 1792-1 du Code Civil.
Le contrôleur technique procède à l'examen des dispositions des plans et autres documents techniques d'exécution qui lui sont communiqués, se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle. Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage ses avis sur les documents examinés, sous 10 jours.
- Contrôle sur chantier :
Lorsque les entrepreneurs mettent en œuvre un système d'autocontrôle formalisé sur le chantier, le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications auxquelles sont tenus, pour leurs propres prestations, lesdits constructeurs.
En l'absence de la mise en place, par les constructeurs, d'un système d'autocontrôle formalisé, le contrôleur technique examine, à l'occasion de ses visites de chantier, les ouvrages et éléments d'équipement soumis à son contrôle. Dans les deux cas, il établit un compte-rendu pour chaque visite, qu'il transmet au Maître de l'Ouvrage.
- Réception des travaux :
Participation aux opérations de réception des travaux et de levée de réserves
Remise d'un rapport pour chaque visite dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la visite
Cette prestation comprend autant de participation aux opérations préalables à la réception que nécessaires.
Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage son rapport final de contrôle, sous 8 jours à compter de sa demande.
- Commission Communale ou Départementale de Sécurité / Commission d'Accessibilité :
Si, à la suite des travaux, une commission de sécurité doit se réunir sur site pour donner son avis sur l'ouverture de l'établissement, le titulaire devra y participer sur convocation du Maître d'Ouvrage une semaine à l'avance.
Il en est de même pour les commissions d'accessibilité des personnes handicapées.

- Garantie de parfait achèvement des travaux :
Interventions du titulaire au titre de 4 vacations dans le cadre des missions de contrôle technique qui lui ont été confiées pendant les travaux pour avis sur malfaçons et dysfonctionnements constatés durant cette période.
Remise d'un rapport par intervention dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la visite sur site

3.2. MODALITES PRATIQUES

Obligations du maître d'ouvrage :

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à :

- Lui fournir et faire fournir, en un exemplaire, tous plans, renseignements, justificatifs et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative ;
- Lui indiquer l'usage précis auquel il destine les ouvrages sur lesquels porte le contrôle ainsi que les sujétions particulières inhérentes à cet usage ;
- Le prévenir, en temps utile, des dates de commencement des travaux de chaque corps d'état et des phases essentielles de leur exécution ;
- Signaler ou faire signaler au contrôleur technique tous incidents ou circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice de sa mission ;
- Faire connaître au contrôleur technique les éventuels refus de prise en compte de ses avis ;
- Lui communiquer le procès-verbal de réception des travaux et les plans de récolement.

Le maître de l'ouvrage autorise le contrôleur technique à adresser une copie de ses correspondances et rapports directement aux intervenants intéressés, étant entendu que le maître d'ouvrage est obligatoirement destinataire de ces courriers. Le contrôleur technique devra informer le maître d'ouvrage de tout échange d'information qui aurait lieu directement entre un intervenant et lui-même.

Le contrôleur technique est tenu de conserver les pièces techniques et documents qui lui sont communiqués à l'occasion de l'exécution d'une commande pendant toute la durée de celle-ci jusqu'à la levée de la dernière réserve et tous les documents que lui-même émet jusqu'à l'expiration de la garantie décennale des ouvrages.

Le contrôleur technique a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, ce dernier le rendant destinataire de toutes ses études et documents remis par les entreprises.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les avis du contrôleur technique sont suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires pour la suppression des défauts signalés.

Cependant, le contrôleur technique se doit, dès qu'il en a connaissance, d'informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de tout problème, malfaçon ou non respect des mesures qu'il a préconisées.

Le contrôleur technique fournira régulièrement (tous les mois) un relevé de ses avis suspendus et défavorables qui n'ont pas été suivis d'effets.

3.3. RESPONSABILITES

Le contrôleur technique est soumis, dans les limites de la mission qui lui est confiée par le maître de l'ouvrage, à la présomption de responsabilité dont les principes sont régis par les articles 1792, 1792-1 et 1792-2 du Code civil.

Le contrôleur technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents intervenants à l'acte de construire qui assument, seuls et chacun en ce qui le concerne, la responsabilité de la conception du projet, de l'élaboration des documents techniques, de l'établissement des calculs justificatifs, de l'implantation des ouvrages, de la direction des travaux, de leur coordination, de leur exécution, de leur surveillance, de leur métré et de la vérification des côtes, et de leur réception.

La mission du contrôleur technique ne se substitue en aucune manière aux contrôles des autorités administratives ni aux vérifications imposées aux exploitants par la réglementation en vigueur.

D. CONTENU DES MISSIONS DE BASE OBLIGATOIRES

1. MISSION L : MISSION RELATIVE À LA SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET DES ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENT INDISSOCIABLES

1.1. ÉTENDUE DE LA MISSION

Prévention des aléas techniques qui mettent en cause la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle.

Cette mission ne s'étend pas à la protection parasismique ni aux aléas visés par les autres rubriques des conditions générales. En particulier, la prévention des désordres susceptibles d'affecter la solidité des ouvrages existants ou avoisinants n'est pas comprise dans la mission.

1.2. OUVRAGES SOUMIS AU CONTRÔLE TECHNIQUE

Le contrôle porte sur les ouvrages et éléments d'équipements énumérés ci-après, dans la mesure où ils font partie des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique :

- Les réseaux divers et les ouvrages de voirie (y compris des couches d'usure de chaussées et des voies piétonnières) ;
- Les réseaux enterrés situés dans l'emprise du terrain appartenant au maître de l'ouvrage et dont la destination est la desserte privative de la construction ainsi que leurs ouvrages annexes
- Les ouvrages de fondation qui assurent le report au sol des charges nouvelles apportées par le bâtiment ;
- Les ouvrages d'ossature qui ont été conçus pour recevoir et transmettre aux fondations les charges de toute nature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert, fixes ou mobiles, qui offrent une protection au moins partielle contre les agressions des éléments naturels extérieurs.
 - o A ce titre, ils devront garantir l'immeuble construit contre tout défaut d'étanchéité à l'air et à l'eau susceptible de compromettre sa solidité ou de le rendre impropre à sa destination.
 - o Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés, au sens de l'article 1792-2 du Code civil, aux ouvrages ci-dessus.
 - o Les aires de jeux et de sport ainsi que les aménagements extérieurs des établissements E.R.P. de type R
 - o Les aménagements spécifiques à la protection de l'environnement des machines destinées à la formation professionnelle des élèves dans les établissements E.R.P. spécialisés de type R
 - o Les espaces verts

Le contrôle ne porte pas sur les travaux préparatoires tels que démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions, ni sur les reprises en sous-œuvre.

Dans l'exercice de sa mission, le contrôleur technique ne prend pas en compte les sollicitations liées aux phases provisoires de travaux.

2. MISSION SEI : MISSION RELATIVE AUX CONDITIONS DE SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS ACHEVÉES (Equipement recevant du public)

2.1. ÉTENDUE DE LA MISSION

Prévention des aléas techniques générateurs d'accidents corporels, découlant d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées.

Cette mission ne s'étend pas aux aléas relatifs à l'hygiène, à la santé, à la protection de l'environnement, à la protection parasismique, ni aux aléas visés par d'autres rubriques des conditions générales de la convention de contrôle, notamment à la solidité, qui est réputée acquise. La mission ne s'étend pas à la sécurité sur le chantier pendant toute la durée des travaux.

Cette mission se décompose en quatre types principaux d'éléments de mission selon le domaine d'intervention des travaux.

Ceux-ci sont symbolisés comme suit :

SE : Sécurité des personnes des établissements recevant du public (ERP), toutes catégories confondues, également soumis au Code du Travail.

STI : Sécurité des personnes des lieux de travail soumis exclusivement au Code du Travail.

SH : Sécurité des personnes des lieux d'habitation.

PS : Sécurité des personnes en cas de séismes

2.2. OUVRAGES SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE

Sont soumis au contrôle technique, pour l'objet ci-dessus, les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par la réglementation applicable à la construction du fait de sa destination telle que définie au permis de construire.

Peuvent ainsi relever de la mission du contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel,
- Les installations électriques (courants forts et faibles),
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique,
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés,
- Les conduits de fumée,
- Les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants,
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades,
- Les portes automatiques,
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz,
- Les installations de fluides médicaux,
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants,

- Les ouvrages et éléments d'équipement relatifs à la sécurité hors incendie :
 - o Ouvrants en élévation et toiture,
 - o Parois transparentes ou translucides,
 - o Portes et portails,
 - o Issues sur quais de déchargement.
 - o Les garde-corps et fenêtres basses

2.3. PRECISIONS COMPLEMENTAIRES

- La preuve des qualités de comportement au feu des matériaux et éléments de la construction doit être apportée au contrôleur technique par les constructeurs à l'aide des procès-verbaux de laboratoires agréés ou de tout autre moyen admis par la réglementation.
- Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage, pour les ouvrages soumis au contrôle technique, les rapports de vérifications techniques dont la production est prévue (mission SEI uniquement) :
- préalablement à l'ouverture des établissements recevant du public, par l'article R. 123-43 du Code de la construction et de l'habitation ou le règlement de sécurité ERP ;
- préalablement à l'occupation des locaux situés dans des immeubles de grande hauteur, par l'article R. 122-16 du Code de la construction et de l'habitation ou le règlement de sécurité IGH.
- Complémentairement à l'étendue des conditions générales, la mission **S** doit analyser à la fois les contraintes minimales de la réglementation du Travail et, celles plus contraignantes du cahier des charges, dans le choix des caractéristiques de matériaux.

De ce fait, les aléas techniques découlant d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la réglementation du Travail ou de celles du cahier des charges qui seraient supérieures, doivent être intégrés.

Élément de mission de type SE

L'exercice de cet élément de mission s'effectue à partir des dispositions techniques et réglementaires suivantes :

- D'une part, l'arrêté du 25 juin 1980 portant application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- D'autre part des textes réglementaires généraux ou particuliers applicables à la date de référence du marché (décrets, arrêtés, circulaires).

Il est rappelé que seuls les contrôleurs techniques agréés par le Ministère de l'Intérieur pour les vérifications réglementaires dans les ERP (cf. article 1.3 du présent CCTP pour les catégories d'agrément) sont autorisés à exécuter la mission SE.

Le contrôleur technique doit, pour les établissements recevant du public, les vérifications techniques prévues, avant l'ouverture de l'établissement au public, par l'article R. 123-43 du Code de la construction et de l'habitation ;

E. CONTENU DES MISSIONS COMPLEMENTAIRES FACULTATIVES :

1. MISSION P : MISSION DE TYPE P

Un contrôle de type P comprenant deux prestations distinctes dissociables dénommées **P1** et **PV** peut s'adjoindre à la mission de type L.

Ce contrôle de type P s'applique aux éléments d'équipement, dissociables des ouvrages visés par la mission de base L.

Il porte sur les installations et appareils énumérés ci-après :

- Réseaux (alimentation en eau, chauffage, assainissement, etc. ...) ;
- Chauffage, réfrigération, conditionnement d'air, ventilation, y compris dispositions relatives aux économies d'énergie ;
- Installations électriques ;
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
- Plomberie (distribution et évacuation) ;
- Fluides spéciaux, courants faibles.

L'élément de mission **P1** concerne la solidité de ces équipements.

L'élément de mission **PV** comprend la vérification de ces équipements du fait que les essais et vérifications de fonctionnement des installations, jugés indispensables, et auxquels sont tenues les entreprises sont prévus dans les devis descriptifs et autres documents techniques destinés à la consultation des entreprises.

La liste et la description de ces essais ont fait l'objet d'un document technique établi par les bureaux de contrôle technique agréés (document technique COPREC n° 1 - Cahier spécial du Moniteur n° 4954 d'octobre 1998).

Elle consiste à examiner les procès-verbaux établis par les entreprises concernant ces essais et vérifications de fonctionnement des installations.

2. MISSION PS : MISSION RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS EN CAS DE SEISME

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées. La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques.

L'intervention du contrôleur technique est demandée en vue de l'examen des ouvrages par référence aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les coefficients d'intensité pris en compte par le contrôleur technique dans l'accomplissement de sa mission sont ceux définis par la réglementation, sauf spécification particulière du maître de l'ouvrage visant à l'obtention d'une protection supérieure.

3. MISSION ELEC : MISSION INSTALLATION ELECTRIQUE

Sans objet.

4. MISSION HAND : MISSION RELATIVE À L'ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

4.1. ETENDUE DE LA MISSION

- Prévention des aléas techniques qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées. Pour les bâtiments d'habitation, la mission ne comporte pas l'examen de l'application des dispositions réglementaires relatives à l'adaptation des logements aux personnes handicapées.
- La loi 2005.102 du 11/02/2005 pose un principe général d'accessibilité des immeubles et équipements (art L 111-7). Le Code de la Construction et de l'Habitation (art R 111.19-21 à R

111-19.29) impose depuis le 1er octobre 2007 de faire établir une attestation d'accessibilité dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux.

Cette attestation constitue une pièce obligatoire de la déclaration d'achèvement des travaux (Art R 462-1 du Code de l'Urbanisme). Sa production sera à la charge du contrôleur technique.

4.2. OUVRAGES SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE

Sont soumis au contrôle technique les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés par la réglementation citée ci-dessus, applicable à la construction du fait de sa destination telle que définie au permis de construire.

4.3. PRECISION COMPLEMENTAIRE

Le maître de l'ouvrage est réputé avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires ; il doit adresser au contrôleur technique la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales à respecter.

5. <u>MISSION TH</u> : MISSION RELATIVE AUX EQUIPEMENTS ET CARACTERISTIQUES THERMIQUES DES BATIMENTS

Sans objet.

6. <u>MISSION AV</u> : MISSION RELATIVE À LA SOLIDITE DES OUVRAGES AVOISINANTS

Sans objet.

7. <u>MISSION PH</u> : MISSION DE TYPE PH RELATIVE À L'ISOLATION ACOUSTIQUE DES BATIMENTS
--

Sans objet.

8. <u>MISSION F</u> : MISSION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Sans objet.

9. <u>MISSION LE</u> : MISSION RELATIVE À LA SOLIDITE DES EXISTANTS
--

9.1. ETENDUE DE LA MISSION

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont exclusivement ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages neufs, sont susceptibles d'affecter la solidité des existants.

Par existants, il faut entendre les parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier et qui, appartenant au maître de l'ouvrage, sont directement concernées par la réalisation des travaux neufs.

La prévention des aléas qui ne compromettent pas la résistance des existants ou qui n'entraînent pas leur déformation excessive n'est pas comprise dans la mission.

Par existant, il faut entendre les parties anciennes de la construction, existant à l'ouverture du chantier et qui, appartenant au Maître d'Ouvrage, sont directement concernées par la réalisation des travaux neufs ou de transformation, rénovation ou réhabilitation.

L'intervention du contrôleur technique ne s'étend pas à la prévention des aléas susceptibles d'affecter la solidité des ouvrages avoisinants.

9.2. OUVRAGES SOUMIS AU CONTROLE TECHNIQUE

Sont soumis au contrôle technique :

- Les ouvrages et éléments d'équipement visés dans la convention au titre de la mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement neufs
- Les travaux de renforcement des existants y compris le contrôle des travaux préalables de terrassement, de démolition, de soutènement et de reprises en sous-œuvre qui sont directement liés.

9.3. EXECUTION DE LA MISSION

La mission comporte les prestations suivantes :

9.3.1 Examen de la compatibilité du programme des travaux avec l'état des existants (mission E)

L'intervention du contrôleur technique a pour objet l'examen, sous l'angle de la solidité, de la compatibilité du programme de travaux envisagés par le maître de l'ouvrage avec l'état des existants.

La mission du contrôleur technique ne porte pas sur les ouvrages avoisinants.

Le contrôleur technique procède à

- L'examen des renseignements fournis par le maître de l'ouvrage sur les existants
- L'examen de l'état apparent des existants ;
- L'examen des documents techniques définissant le programme des travaux envisagés par le maître de l'ouvrage;
- La fourniture d'un rapport.

9.3.2 Contrôle des documents de conception

Le contrôleur technique procède à l'examen des dispositions techniques des devis descriptifs, plans et autres documents qui lui sont communiqués, se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises. À la fin de cette première phase de mission, le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage un rapport résumant ses avis sur les documents examinés.

9.3.3 Contrôle des documents d'exécution

Le contrôleur technique procède à l'examen des dispositions des plans et autres documents techniques d'exécution qui lui sont communiqués, se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle.

Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage ses avis sur les documents examinés.

9.3.4 Contrôle sur chantier

Lorsque les entrepreneurs mettent en œuvre un système d'autocontrôle formalisé sur le chantier, le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications auxquelles sont tenus, pour leurs propres prestations, lesdits constructeurs.

En l'absence de la mise en place, par les constructeurs, d'un système d'autocontrôle formalisé, le contrôleur technique examine, à l'occasion de ses visites de chantier, les ouvrages et éléments d'équipement soumis à son contrôle.

Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage son rapport final de contrôle.

9.4. PRECISIONS COMPLEMENTAIRES

L'intervention du contrôleur technique ne comporte pas :

- Les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires;
- L'état des lieux concernant les ouvrages existants
- Le contrôle des travaux de démolition préalable.

10. <u>MISSION BRD</u> : MISSION RELATIVE AU TRANSPORT DES BRANCARDS

Sans objet.

11. <u>MISSION HYS</u> : MISSION RELATIVE A L'HYGIENE ET LA SECURITE

Sans objet.

12. <u>MISSION GTB</u> : MISSION

Sans objet.

13. <u>MISSION ENV</u> : MISSION

Sans objet.